

Stop à la mise au pilori de femmes séropositives en Grèce

lundi 18 juin 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2012).

Nous reproduisons un appel des associations féministes grecques, significatif de la situation dans ce pays.

Le gouvernement grec procède en ce moment à une action barbare qui n'a pas de précédent. Le gouvernement grec, en invoquant le danger pour les clients de la prostitution d'être contaminés par le VIH par des femmes séropositives parce que toxicomanes (et qui pour certaines d'entre elles sont prostituées de façon occasionnelle ou régulière), a officiellement permis au procureur de la République d'autoriser la publication de leur photo, de leur nom, et de leur adresse. Le gouvernement a ainsi violé tous les droits de protection des informations privées, le secret médical n'a pas été respecté.

Les traités internationaux et européens que l'État grec a signés concernant la protection des personnes séropositives ont été bafoués. Plus concrètement, le 29 avril, la police a publié, sur ordre du procureur de la République, la photographie et le nom d'une jeune russe de 22 ans. Tout ceci a été retransmis sur toutes les chaînes de TV. Dans les jours qui ont suivi, d'autres noms et d'autres photos ont été publiés. Cela continue encore aujourd'hui et elles sont 29 à être concernées. La plupart des femmes sont grecques et beaucoup d'entre elles sont toxicomanes. Ces femmes ont été arrêtées et sont en prison.

La charge retenue contre elles et de faire courir un « *lourd risque corporel* » à leurs clients.

Cette décision gouvernementale a été prise en avril, dans le cadre de la croisade générale raciste et anti-immigrés qui s'est ouverte avec la campagne électorale. Elle avait pour but de regrouper les sans-papiers, de les parquer dans plusieurs lieux avant de les expulser. La stigmatisation des « femmes prostituées » est arrivée ensuite pour compléter cet objectif, en ciblant, comme cela a été écrit officiellement, « les femmes migrantes prostituées comme des bombes contre la santé et la vie de famille des hommes grecs ».

Il s'est avéré très vite que les opérations de police aboutissaient à l'arrestation de femmes qui étaient grecques, dans la majorité des cas. [...] Toute l'affaire s'est transformée en une forme moderne de chasse aux sorcières, contre les femmes.

Les organisations féministes ont dénoncé depuis longtemps le fait que, surtout dans la traite, les proxénètes et les clients forcent les femmes en situation de prostitution à accepter des rapports sans préservatif. En effet, sans préservatif, ces rapports sont encore mieux tarifés. Cela, à la grande satisfaction des proxénètes dont les profits augmentent et des clients dont les demandes insensées et dangereuses sont ainsi satisfaites.

Elles ont aussi dénoncé le fait que pour les clients qui sont des jeunes hommes mineurs, l'école ne leur a rien appris sur le mode de contamination par le VIH. Et alors que ce sont les hommes mineurs ou majeurs qui demandent le rapport sans préservatif, ce sont les femmes qui sont en prison !

Les politiques décrites ci-dessus, qui sont celles des autorités officielles du pays, piétinent les droits humains et sont une offense à la dignité humaine. Elles alimentent une culture de la discrimination. Elles sont aussi une destruction de la santé publique.

En effet, d'une part, elles envoient un message faux à la société car la précaution est de la responsabilité de chacun. D'autre part, cette politique décourage les membres de ces communautés « à risque » d'aller se faire dépister par les services de santé et soigner, ce qui finalement accroît l'épidémie.

En Grèce, nous avons aussi dénoncé le fait que les programmes pour la prévention du VIH ont été diminué de 50 % depuis 2009, les fonds alloués au traitement des toxicomanies de 30 %. Au total, avec les plans d'austérité barbares imposés depuis 2009, c'est 50 % des fonds alloués à la santé qui ont été coupés.

Nous demandons une augmentation des fonds alloués à l'information et à l'éducation, la prévention et le traitement, en Grèce, pour les Grecs et les immigrants de cette maladie, comme de toutes les autres.

Nous demandons des réponses aux questions que nous avons posées concernant les procédés qui ont conduit au non-respect du secret médical et à la divulgation de faits concernant la vie personnelle car c'est une violation de la législation grecque et européenne concernant les personnes séropositives.

Ce qui est arrivé est le fait du seul procureur de la République et n'a pas eu l'assentiment de l'autorité qui protège les données concernant la vie privée.

Nous demandons que le Centre grec de suivi et de prévention (KEELPNO), le principal organisme officiel dans ce domaine, suspende son non-respect des lois et cesse sa collaboration de fait dans la stigmatisation publique et concrète de ces femmes et de celles qui pourraient l'être, en ciblant par exemple d'autres groupes sociaux comme les transsexuelles en situation de prostitution.

Nous demandons la libération immédiate des femmes arrêtées, leur accès au programme de soins, et une indemnité pour le dommage moral qui leur a été imposé.

Nous demandons l'intervention des organisations internationales auprès du gouvernement grec pour que cesse immédiatement cette mise au pilori de femmes et que soit condamné ce comportement contraire à tous les traités européens et internationaux que la Grèce a signés.

Les signatures peuvent être envoyées à : againstviolencewomen@gmail.com

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 153 (14/06/12).